

LE PSU 1960-1989 : RETOUR SUR UNE HISTOIRE ACHEVEE

8 mars 2010. jcv

Le PSU est une histoire déjà ancienne de la deuxième moitié du siècle dernier. Créé en 1960, il aura vécu moins de quarante ans puisque, geste rare dans la vie des mouvements politiques, il se sera auto dissous en 1989. Il n'empêche qu'il continue d'être cité lors de controverses actuelles, tant comme le repoussoir d'un parti aux « n » tendances, qu'avec la nostalgie d'un cadre relativement « unitaire » englouti.

Parmi les nostalgiques de ce passé bien révolu, on ne se serait pas attendu à trouver Lutte Ouvrière. Pourtant, à l'occasion de la création du NPA, la revue « Lutte de Classes » écrivait : « s'il se formait un regroupement de tous ceux qui contestent tel ou tel aspect de la société capitaliste à la gauche d'un Parti socialiste ouvertement au service de l'ordre capitaliste, à la manière de ce que le PSU a pu représenter pendant les années de la guerre d'Algérie et autour de 1968, cela serait plutôt positif pour la vie politique française »

C'est pendant deux situations de crise extra parlementaire, la guerre d'Algérie et la période autour de Mai 68, que le PSU a été le plus influent. En ces deux moments, le PSU a su accompagner des mouvements de protestation radicaux, et n'a pas contribué, comme le PCF et les directions syndicales, toutes centrales confondues, à les freiner. Mais il n'a pas transformé ces essais. Parce qu'un mouvement politique se juge d'abord sur ses orientations lors des crises les plus aiguës, le PSU ne peut être rangé simplement de la catégorie de la social démocratie, quels que soient les itinéraires de la plupart des ses dirigeants. Dissolvant leur parti, ce qui restait de militants du PSU ont entériné en 1989 un échec. Mais il y en a assez de ne raconter l'histoire que du point de vue des vainqueurs. Ce qu'il convient d'analyser, ce sont les contradictions, les espoirs déçus ou trahis, et la tension permanente entre intégration dans le jeu politique institutionnel et accompagnement des mouvements sociaux

Il était une fois aux origines du PSU...

Le PSU est né en 1960 de la fusion de trois organisations bien différentes, le parti socialiste autonome (PSA), l'Union de la Gauche Socialiste (UGS) et Tribune du Communisme. 1960, c'est en pleine guerre d'Algérie, deux ans après le coup d'état militaire du général De Gaulle instituant la Vème république. Il regroupa au moment de sa création aux environs de 15 000 adhérents pour se stabiliser ensuite aux environs de 10 000 à l'exception de quelques années autour de 1968 (2)

Le PSA provient d'une scission de la SFIO, le parti socialiste de l'époque, qui avait directement mené la guerre d'Algérie, y envoyant le contingent et permettant les tortures par les parachutistes. La participation de Guy Mollet au gouvernement de Gaulle fut l'événement déclencheur de cette scission : plusieurs députés, anciens ministres et même un ancien président du conseil non SFIO, Mendès France, en tout 8 000 adhérents. Ses dirigeants et militants se recrutaient parmi les enseignants, la fonction publique et des professions libérales. Les ouvriers y étaient rares et les quelques restes d'implantation populaires, souvent clientélistes de la SFIO, n'étaient pas au rendez vous.

Le groupe « Tribune du Communisme » était aussi partie prenante de cette fusion. Cette présence témoignait de l'importance accordée au parti communiste, principal parti à l'époque organisant la classe ouvrière. Il était composé d'anciens membres du PCF dont la référence commune était leur rupture d'avec le stalinisme. Mais cela ne suffit pas à définir une orientation politique, ce que la suite de leur histoire dispersée prouvera largement.

La rencontre entre marxistes et chrétiens

Parmi les constituants du PSU, il y avait aussi « l'union de la gauche socialiste », l'UGS. On y retrouvait d'anciens militants trotskistes qui demeuraient partisans d'une transformation révolutionnaire de la société. Il y avait aussi des groupes et militants à culture politique marxiste et/ou marqués par la lutte contre le colonialisme.

Mais l'UGS provenait aussi d'une fusion avec une organisation chrétienne, le MLP. Ce bout de l'histoire du mouvement ouvrier fait partie des séquences disparues. Le MLP, mouvement de libération du peuple, était issu en ligne directe d'un mouvement catholique le « mouvement populaire des familles » dont le journal « Monde Ouvrier » était diffusé jusqu'à cent mille exemplaires. Il se délimita comme organisation politique au travers de scissions et d'une rupture avec la hiérarchie catholique. Et le contexte était celui où le principal parti de la droite bourgeoise était en France le MRP, un parti démocrate chrétien qui comptait parmi ses membres les meneurs de la guerre coloniale en Indochine, mais aussi l'abbé Pierre dont on a bien oublié qu'il fut député de ce parti de la droite cléricale.

Une autre singularité est oubliée, l'investissement prioritaire de ce courant au sein de la CGT. Et avec un autre clivage entre ceux qui de la CGT adhèrent au PCF, et le courant maintenu du MLP qui, au moment du stalinisme triomphant, préserva son autonomie vis à vis PCF. Le « point gauche » maximum de leur itinéraire fut le PSU des années 60 et 70. Ni héritage, ni mémoire, l'histoire « officielle » ne retient, en la matière, que le parcours « respectable », de la CFTC devenue CFDT recentrée.

Avec ce passé originel (!), il en découla, mais ultérieurement, l'intégration d'autres militants et dirigeants CFTC qui allaient créer la CFDT. De ce point de vue, les années 60 du PSU furent celles d'un sas permettant l'intégration de travailleurs chrétiens dans l'espace de la social-démocratie.

Le creuset de la lutte contre la guerre d'Algérie

Il n'y aurait probablement pas eu de fusion, même momentanée, entre des courants aussi multiples si un contexte externe, en l'occurrence, la lutte contre une guerre coloniale, ne l'avait contrainte.

Alors que l'extrême gauche révolutionnaire et des militants anticolonialistes s'engageaient politiquement et pratiquement. En soutien à l'insoumission des appelés et au FLN, le PSU fut le seul des partis politiques à dimension institutionnelle à être impliqué par ce débat. Qu'un parti naissant comme le PSU abritant une cohorte d'anciens ministres SFIO voit plus du tiers de ses membres se prononcer pour le soutien à l'insoumission des jeunes appelés est emblématique de ce que deviendra le PSU. Un partage des tâches était toléré de part et d'autre : au sommet les questions de débouché politique, à la base un certain enracinement dans les luttes, aux côtés sans s'y confondre des secteurs les plus radicaux.

Dans un contexte encore marqué par l'influence très largement majoritaire du PCF parmi les ouvriers et les travailleurs, la composition sociale du PSU traduisait un centre de gravité tourné vers les couches salariées les plus qualifiées et l'encadrement de la fonction publique. Il s'agissait alors de secteurs qui bénéficiaient le plus des retombées de la croissance économique de cette période. Socialement, ils ne supportaient pas l'autoritarisme dans la société comme dans l'entreprise mais c'étaient aussi des vecteurs possibles d'une intégration aux projets de rénovation du capitalisme. La trajectoire ultérieure d'un Michel Rocard en témoigne.

Le nouvel essor du PSU autour de 1968

C'est une nouvelle crise sociale qui donna un nouvel essor momentané, mais réel, au PSU. Pas n'importe quelle crise sociale, mais la grève générale de mai 68.

Depuis 1967, le PSU était le parti qui dirigeait l'UNEF, un syndicat étudiant affaibli par rapport aux grandes heures de la guerre d'Algérie mais qui disposait encore de relais d'action militants. Vis à vis des millions de travailleurs grévistes, le PSU était plus en situation d'être diffuseur de mots d'ordre que de possible dirigeant. Mais il s'est mis au service des mobilisations et se posa de façon embryonnaire la question du débouché politique à la grève générale

Cette posture tranchait d'avec les politiques du PC et des regroupements préparant le nouveau parti socialiste de Mitterrand. Le PSU apparaissait dans le « mouvement de 1968 ».

La sensibilité aux mouvements sociaux extra parlementaires

Par delà les crises, quelques traits constitutifs du PSU dès son origine ont continué à rythmer son activité.

Le mot d'ordre d'autogestion fût ainsi pendant les années post 68 la carte d'identité du PSU. Ce mot d'ordre trouvait ses racines dans les premières « coopératives de production » du mouvement ouvrier, son début d'application en Yougoslavie qui avait beaucoup marqué les plus anciens des militants du PSU, et les écrits d'intellectuels marxistes, parmi lesquels Ernest Mandel. L'après mai 68 réactualisa l'intérêt pour ces prises de position dont le PSU se fit le porte drapeau.

Le « baptême » de la lutte coloniale contre la guerre d'Algérie s'est prolongé dans une activité internationale prenant l'anti-impérialisme comme boussole, et maintenant une indépendance constante d'avec les mouvements sous influence stalinienne. C'est pourquoi il y a encore, et jusqu'à aujourd'hui, une réelle continuité militante de plusieurs décennies depuis les solidarités avec le Vietnam et l'Amérique latine jusqu'aux mobilisations pour la Palestine

La sensibilité aux mouvements sociaux, comme on dirait aujourd'hui, a été telle que tout un courant du PSU dans l'immédiat après mai 68 décréait la fin de la forme « parti » pour préférer le chemin d'un « mouvement politique de masse ».

Le PSU se fit ainsi le haut parleur du mouvement des paysans travailleurs avec l'un de ses principaux animateurs, Bernard Lambert. Son engagement dans le PSU participait de sa

volonté de trouver un débouché politique à une action de masse entraînant les « paysans travailleurs », à l'origine de l'actuelle confédération paysanne, aux côtés de la classe ouvrière.

Les différenciations politiques internes suscitaient au sein du PSU l'émergence de courants politiques trouvant leurs références dans les multiples courants d'extrême gauche qu'ils soient marxistes révolutionnaires ou maoïstes. Ce fut d'avantage entre 1969 et 1972 un lieu de débats et de confrontations que le lieu de construction d'un courant politique.

L'endroit et l'envers de la « fin de partie » du PSU

Les projets politiques de son secrétaire national Michel Rocard étaient contradictoires avec ceux des militants et militantes du PSU engagés dans la grève générale et ses suites. Son départ minoritaire du PSU en 1974 pour le parti socialiste de François Mitterrand jouait le même jeu que celui qui avait vu la majorité des premières directions du PSU partir vers l'espace recomposé de la social-démocratie

En 1972, la minorité du courant marxiste révolutionnaire du PSU qui le quitta pour rejoindre la Ligue Communiste, proclamait « En finir avec le PSU ». C'était bien péremptoire. Deux événements allaient dans les années suivantes jalonner la fin de l'histoire du PSU, l'endroit et l'envers d'un parcours politique

Ce fut d'abord la grève et l'autogestion de Lip à Besançon en 1973, l'expérience la plus aboutie en France, pendant les trente dernières années, d'une véritable autogestion ouvrière. Le rappel tout simple des faits indique que le principal animateur de cette lutte exemplaire, Charles Piaget, appartenait au PSU. Mais pour Edmond Maire et Michel Rocard, leur réintégration dans les dispositifs de Mitterrand valait bien le sacrifice de l'ouvrier Piaget, et ils bloquèrent la tentative d'en faire un candidat unitaire à l'élection présidentielle de 1974.

Mais la véritable fin politique du PSU, avant son autodissolution, fut marquée par la participation au gouvernement de François Mitterrand en 1983, c'est à dire après le premier tournant de la rigueur. La majorité de ce parti entérina ce choix. Après cet épisode, le rendez-vous avec une écologie politique radicale, pourtant dans les bagages du PSU, fut manqué. Et, il n'y eut pas de nouvelle renaissance d'un « nouveau « PSU »